

Paris, le 26 mars 2025

Les assureurs, acteurs stratégiques du développement économique local et de la souveraineté européenne

- **Plus que jamais, les Français vivent dans une « société du risque ».**
- **L'assurance, ancrée dans les territoires, est une force stabilisatrice et protectrice.**
- **Par ses investissements, elle est un poumon de l'économie européenne.**

Plus que jamais, les Français vivent dans une « société du risque »

De l'Ukraine à Gaza, les conflits se sont intensifiés à travers le monde en 2024, accentuant la fragmentation et la polarisation de l'ordre mondial. La reconfiguration des blocs de puissance, entre les États-Unis, la Chine et la Russie pourrait nuire à l'Europe, tandis que le retour de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis marque un profond tournant.

Sur le plan économique, l'Union européenne décroche. La croissance du PIB de la zone euro plafonne à 0,9 % en 2024, loin derrière les États-Unis (2,8 %) et la Chine (4,8 %). Les rapports Noyer, Letta puis Draghi ont tiré la sonnette d'alarme : la compétitivité européenne s'essouffle, dans un contexte budgétaire dégradé. En France, le déficit est supérieur à 6 % du PIB, bien au-delà des 4,4 % prévus dans le projet de loi de finances pour 2024. Conjuguée à l'instabilité politique, cette situation a entraîné une chute des marchés et un recul du CAC 40 de - 2,2 %.

Ces résultats s'inscrivent dans un contexte de montée des risques, en particulier climatiques. 2024 est l'année la plus chaude jamais enregistrée dans le monde, avec une moyenne de 15,1°C, soit +1,3°C par rapport à la normale. En France, 2024 a été l'une des 5 années les plus chaudes, à 13,9 °C. Les événements naturels sont à la fois plus intenses et plus fréquents : les ouragans Helene et Milton aux États-Unis ont coûté environ 50 milliards de dollars aux assureurs et les inondations en Europe 10 milliards de dollars. À l'échelle mondiale, les pertes économiques dues aux événements naturels sont estimées à 310 milliards de dollars en 2024, contre 241 milliards de dollars en moyenne sur la période 2014-2023¹.

Plus que jamais, les Français vivent donc dans une « société du risque », comme l'illustre la [8^e édition de notre cartographie prospective des risques de l'assurance](#), élaborée par plus de 200 experts de l'assurance. Elle révèle, à un horizon de 5 ans, une croissance généralisée des risques, en fréquence comme en sévérité. Pour les Français², le sentiment de résilience post-Covid a laissé la place, cinq ans après, à un sentiment de grande vulnérabilité. Le risque de guerre inquiète les deux tiers d'entre eux, contre seulement la moitié l'année dernière. Ils sont conscients des enjeux : 68 % d'entre eux estiment qu'il pourrait y avoir des difficultés à l'avenir pour assurer les risques climatiques, de cybercriminalité ou de dépendance liée à l'âge, soit +15 points de pourcentage depuis 2023. À titre personnel, ils souhaiteraient s'assurer en priorité contre le risque de dépendance.

¹ Source : Swiss Re Institute.

² Source : Étude ELABE pour France Assureurs « Les Français et l'assurabilité », mars 2025.

Contact presse

Jean-Baptiste Mounier
j.mounier@franceassureurs.fr
+33 (0) 6 76 52 26 55

Camille Bouchat
c.bouchat@franceassureurs.fr
+ 33 (0) 6 82 37 26 69

Fédération Française de l'Assurance

26 boulevard Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr
LinkedIn : [FranceAssureurs](https://www.linkedin.com/company/franceassureurs)

L'assurance est une force stabilisatrice et protectrice ancrée dans les territoires

20 600 personnes ont été recrutées dans les entreprises d'assurance en 2023³, un record historique qui compense largement les départs à la retraite. Les effectifs ont augmenté de plus de 9 % sur 5 ans, soit deux fois plus vite que l'ensemble du secteur privé. Au total, plus de 300 000 professionnels de l'assurance sont engagés au service de la protection des Français sur l'ensemble du territoire.

En 2024, les assureurs ont géré 13 millions de nouveaux sinistres, soit 1 toutes les 2 secondes, dont 64 % en assurance automobile, 28 % en habitation et 8 % en assurance des entreprises.

Le coût des événements naturels en France en 2024 atteint 5,0 milliards d'euros, faisant de cette année la 9^e la plus coûteuse pour la profession. Au total, les inondations qui ont frappé le Nord et le Pas-de-Calais entre novembre 2023 et janvier 2024 ont coûté 430 millions d'euros. En l'espace de 13 mois, les îles françaises d'Outre-mer ont été frappées par trois cyclones (les cyclones Belal puis Garance à La Réunion et le cyclone Chido à Mayotte) pour un coût cumulé de près d'un milliard d'euros. Les dommages causés par les tempêtes Kirk et Leslie et les épisodes cévenols et méditerranéens à l'automne de l'année 2024 s'élèvent à 785 millions d'euros.

En assurance habitation, avec une année 2024 la plus pluvieuse et la moins ensoleillée depuis plus de 20 ans sur le territoire métropolitain, les dégâts des eaux ont explosé dans les régions avec les plus forts excédents pluviométriques, ces derniers faisant courir un risque fort de retrait-gonflement des argiles en cas de forte sécheresse durant l'été 2025. En 20 ans, les indemnisations des dégâts des eaux ont augmenté de 134 % du fait de la hausse de la fréquence et du coût moyen des sinistres. Elles représentent le premier poste de sinistres en 2024 en assurance habitation, néanmoins compensées par une moindre sinistralité pour les garanties tempêtes/grêle/neige, incendie et vol.

Les montants des sinistres en assurances des professionnels et des entreprises ont augmenté de 9 % en 2024. La charge des sinistres graves est en hausse de +64 % par rapport à la moyenne 2014-2022, notamment en raison des émeutes en Nouvelle-Calédonie qui ont coûté 945 millions d'euros au total. Le nombre de contrats cyber pur progresse de 23 %. Par ailleurs, près de la moitié des entreprises françaises ont constaté au moins une cyberattaque en 2024, avec un impact sur leur activité pour les deux tiers d'entre elles.

Si le nombre de contrats d'assurance des collectivités locales est resté stable en 2024, les assureurs alertent les pouvoirs publics sur leur exposition croissante aux violences urbaines et aux risques climatiques. Plusieurs missions se sont penchées sur cette question et convergent vers des solutions auxquelles France Assureurs contribue en travaillant avec les pouvoirs publics, par exemple dans le cadre du PNACC 3 et avec l'Association des Maires de France.

En assurance automobile, les coûts moyens de réparation subissent une très forte inflation depuis 5 ans. Par exemple, le coût moyen des optiques de phares a bondi de 70 % en 4 ans. Les assureurs proposent d'accélérer le développement des filières de réemploi, car les pièces recyclées ne représentent aujourd'hui que 5,3 % des pièces remplacées. Ils proposent également de réglementer les barèmes de capitalisation pour harmoniser les indemnisations des victimes de dommages corporels, ces barèmes n'ayant pas été revus depuis le vote de la loi Badinter en 1985.

³ Source : Rapport 2024 de l'Observatoire de l'Évolution des Métiers de l'Assurance (OEMA).

Contact presse

Jean-Baptiste Mounier
jb.mounier@franceassureurs.fr
+33 (0) 6 76 52 26 55

Camille Bouchat
c.bouchat@franceassureurs.fr
+ 33 (0) 6 82 37 26 69

Fédération Française de l'Assurance
26 boulevard Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr

LinkedIn : [FranceAssureurs](https://www.linkedin.com/company/franceassureurs)

Enfin, entre pluviométrie excédentaire et faiblesse de l'ensoleillement, la sinistralité agricole a atteint un niveau record de 794 millions d'euros en 2024. Les surfaces assurées progressent légèrement (+0,5 %), consolidant la très forte croissance enregistrée en 2023 (+37 %). Les assureurs sont en attente de l'avis de l'Autorité de la Concurrence sur la mise en place du groupement de co-réassurance.

96 % des Français sont couverts par une complémentaire santé. Pour la première fois, leur résultat technique a été déficitaire en 2023 selon la Drees. En 2024, 5 mesures nouvelles les ont impactées pour près d'1 milliard d'euros, soit 3 % des prestations, dont la principale concerne le transfert de dépenses sur les soins dentaires. En 2025, la revalorisation des consultations des médecins va leur coûter 290 millions d'euros. La hausse des dépenses de santé conjuguée à une dérive observée ces dernières années et aux mesures nouvelles a un impact de +7,3 % sur les prestations.

À la dérive des dépenses de santé s'ajoute celle de l'absentéisme : en 2024, le nombre de jours d'arrêts de travail est resté supérieur de 12 % au niveau tendanciel des années pré-Covid.

Au total, en 2024 les prestations sont en hausse de +10 % en santé et +24 % en prévoyance. Ceci s'explique par les effets du vieillissement de la population, du 100 % santé, de la fraude mais aussi de la dérive des arrêts de travail. Pour 2025, le surcoût du désengagement de la sécurité sociale sur les indemnités journalières est estimé à 800 M€ en prévoyance pour les assureurs.

À la fin du mois de janvier 2025, l'encours de l'assurance vie a dépassé pour la première fois le seuil des 2 000 milliards d'euros. Avec près de 40 % des ménages détenteurs et 40 millions de bénéficiaires, l'assurance vie est un produit d'épargne populaire. En 2024, son rendement moyen a atteint 3 %, bénéficiant de la performance de +4,1 % des supports en unités de compte et supérieur d'un point de pourcentage à l'inflation. Le Plan d'Épargne Retraite (PER) assurantiel compte déjà près de 7 millions d'assurés en 5 ans et enregistre une collecte nette de près de 10 milliards d'euros en 2024. Près de 30 % des nouveaux adhérents d'un PER individuel ont moins de 40 ans, un signe de son potentiel pour développer la retraite supplémentaire en France, qui reste encore très marginale (2 % des prestations totales, soit le pourcentage le plus faible des pays de l'OCDE).

L'assurance est un poumon de l'économie européenne

Les assureurs français investissent à 80 % en France et dans les pays de la zone euro. En parallèle, la France est le premier pays destinataire, à hauteur de 26 %, des 8 000 milliards d'euros d'investissements des assureurs européens, soit l'équivalent de 53 % du PIB de la zone euro. Ces chiffres expliquent la place incontournable que doit jouer l'assurance vie dans le projet d'Union de l'épargne et des investissements porté par la Commission européenne. Les assureurs français et européens plaident donc pour une labellisation des produits d'épargne et une mise en cohérence de l'ensemble des textes et initiatives européens.

En 2024, les investissements des assureurs français ont progressé de +2,4 %, pour atteindre 2 609 milliards d'euros au total. Près des deux tiers financent les entreprises : 24 % en actions, 34 % en obligations et 5 % en immobilier. 618 milliards d'euros, soit 24 % du total, sont investis en titres d'administrations publiques. La part de l'investissement dans les entreprises a augmenté de 12 points de pourcentage en 20 ans. Le secteur de la défense accueille au total 20 milliards d'euros d'investissements des assureurs. Enfin, près de 16 milliards d'euros ont été investis grâce à des programmes de place pour soutenir l'économie française.

Contact presse

Jean-Baptiste Mounier
jb.mounier@franceassureurs.fr
+33 (0) 6 76 52 26 55

Camille Bouchat
c.bouchat@franceassureurs.fr
+ 33 (0) 6 82 37 26 69

Fédération Française de l'Assurance
26 boulevard Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr

LinkedIn : [FranceAssureurs](https://www.linkedin.com/company/franceassureurs)

Face au dérèglement climatique, les assureurs contribuent activement au financement de l'économie bas carbone : en 4 ans, la part des investissements verts des assureurs a plus que doublé, passant de 3,9 % à 8,3 % de l'ensemble des actifs gérés. Ils détiennent 22,6 % des obligations souveraines vertes (OAT), soit 13,2 milliards d'euros, contre 11 % de l'ensemble des OAT françaises.

Enfin, les assureurs terminent l'année avec un ratio de solvabilité plus de deux fois supérieur aux exigences réglementaires.

Selon Florence LUSTMAN, présidente de France Assureurs : *« Alors que de profonds bouleversements économiques et géopolitiques sont en cours sous nos yeux, les Français vivent plus que jamais dans une « société du risque ». Dans ce contexte, l'assurance, ancrée dans les territoires, représente une force stabilisatrice et protectrice. Les assureurs sont en effet des acteurs stratégiques tant du développement économique local que de la souveraineté européenne. Le marché français de l'assurance a progressé en 2024 et conserve sa première place en Europe. Sa grande solidité, bien au-delà des exigences réglementaires, lui permet de jouer le rôle de poumon de l'économie européenne et de contribuer aux côtés des pouvoirs publics aux politiques de prévention indispensables face à la montée des risques. »*

[Retrouvez ici le bilan 2024 – L'assurance, ancrée dans les territoires, est une force stabilisatrice et protectrice](#)

À propos de France Assureurs

France Assureurs est le nom d'usage de la Fédération Française de l'Assurance qui rassemble 254 entreprises d'assurance et de réassurance représentant 99 % du marché des entreprises régies par le Code des assurances.

L'assurance est au cœur des enjeux de société : à ce titre, France Assureurs a vocation à prendre une part active au débat public. Elle est l'interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics, des administrations et des médias sur les sujets liés à l'assurance, en France et à l'international, qu'il s'agisse des questions de prévention, de protection, d'investissement ou d'emploi. Les données statistiques qu'elle centralise et son expertise lui permettent d'accompagner ses membres dans les évolutions du secteur. France Assureurs s'appuie sur un réseau de correspondants dans l'ensemble des territoires français pour accompagner les élus locaux en cas d'événement de grande ampleur ou pour valoriser les métiers de l'assurance ou encore pour relayer les positions du secteur.

« Mobiliser toutes les énergies de l'assurance pour faire avancer la société en confiance » est la raison d'être de France Assureurs.

France Assureurs - Faire avancer la société en confiance est une marque de la Fédération Française de l'Assurance.

Contact presse

Jean-Baptiste Mounier
jb.mounier@franceassureurs.fr
+33 (0) 6 76 52 26 55

Camille Bouchat
c.bouchat@franceassureurs.fr
+ 33 (0) 6 82 37 26 69

Fédération Française de l'Assurance
26 boulevard Haussmann, 75009 Paris
Téléphone : +33 1 42 47 90 00 | franceassureurs.fr

LinkedIn : [FranceAssureurs](#)